

## Economie

## La tension monte entre la Silicon Valley et B.

**Les Européens ont infligé mardi une amende de 2,42 milliards d'euros à Google pour abus de position dominante**

Olivier Wurlod

Rien ne va plus entre les géants de la Silicon Valley et les autorités européennes. Après avoir sanctionné Facebook au printemps dernier pour avoir fourni des informations inexacts lors d'une enquête sur son rachat de WhatsApp en 2014 et lui avoir ponctionné la somme symbolique de 110 millions d'euros (119,8 millions de francs), Bruxelles a déplacé son curseur sur Google.

L'Exécutif européen, gardien de la concurrence dans l'UE, accuse ainsi le groupe américain d'avoir abusé de sa position dominante dans la recherche en ligne pour favoriser son comparateur de prix Google Shopping. «Ce que Google a fait est illégal au regard des règles de concurrence de l'UE. Elle a empêché les autres sociétés de livrer concurrence sur la base de leurs mérites et d'innover», expliquait mardi la commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, après quelque sept ans d'enquête.

La sanction: 2,42 milliards d'euros. «Cette amende a été calculée sur la base de la valeur des recettes que Google réalise dans

les treize pays européens où son service est déployé», a expliqué mardi la Commission européenne pour justifier un tel montant.

En plus de cette amende, Bruxelles demande à Google de mettre fin à ces pratiques jugées anticoncurrentielles dans les 90 jours. «Sans cela, le groupe sera soumis à des astreintes pouvant atteindre 5% du chiffre d'affaires moyen réalisé quotidiennement au niveau mondial par Alphabet, la société mère de Google», précisent les autorités.

Pour mémoire, dans un cas d'abus de position dominante, l'amende la plus importante jamais prononcée par Bruxelles s'élevait jusqu'à mardi à 1,06 milliard d'euros. Remontant à 2009, elle était infligée à Intel, géant américain des puces informatiques. Microsoft a toutefois également eu son lot de déboires en Europe, puisqu'il s'est vu taper sur les doigts par Bruxelles pour le manque d'alternative à son système d'exploitation Windows 7. A la clé: 561 millions d'euros d'amende.

#### Sanction contre Apple

Ces montants restent toutefois encore loin de la sanction infligée par Bruxelles à un autre groupe de la Silicon Valley: Apple. Il y a moins d'un an, le 30 août 2016, l'Exécutif européen accusait la firme de Cupertino «d'avoir bénéficié d'avantages fiscaux» indus accordés par l'Irlande et ordonnait à l'entreprise de rembourser à ce pays plus de 13 milliards d'euros.

A l'époque, Margrethe Vestager expliquait que «les Etats mem-



«Ce que Google a fait est illégal au regard de l'UE. Elle a empêché les autres sociétés de livrer concurrence sur la base de leurs mérites et d'innover», expliquait mardi la commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager.

## Le patron d'UBS fulmine contre Six Group AG

**Sergio Ermotti pousse un grand coup de gueule contre la société exploitant la Bourse suisse**

«Je pense que Six Group AG doit se poser des questions. Je ne crois pas que son modèle financier actuel soit durable. Et lorsque les prestations ne nous satisfont plus, nous cherchons évidemment des alternatives», prévenait le président du directoire d'UBS, Sergio Ermotti, samedi dans les colonnes du quotidien zurichois *Blick*. Message frappant!

Il est évident que si la première banque suisse retirait ses billes du capital de Six Group (Swiss Infrastructure and Exchange) AG, cela provoquerait un véritable séisme sur la place financière suisse.

Cette société assure en effet le fonctionnement des plus importantes infrastructures de la place financière helvétique. A commencer par la Bourse suisse, à Zurich. Le coup de gueule du manager tessinois à son rencontre est probablement dû à un propos peu amène du président du conseil d'administration de Six Group AG, Romeo Lacher, au sujet d'une superbanque suisse. Une idée défendue par Sergio Ermotti depuis un an.

«Cela me paraît difficilement réalisable. Les systèmes des banques s'avèrent trop différents», affirmait Romeo Lacher au début du mois dans l'hebdomadaire allemand *Sonntagszeitung* (édité par Tamedia, comme *24 heures* et la *Tribune de Genève*). Bref rappel sur la superbanque. Il s'agirait d'une structure centralisée, exécutant tout ou partie des tâches administratives non différenciées des banques souscrivant à ce dispositif.

Cette sous-traitance à grande échelle permettrait de réussir jusqu'à 30% d'économies dans ces tâches sans valeur ajoutée et pour lesquelles les diverses banques helvétiques ne peuvent peu ou pas se concurrencer. Cette estimation de réduction des coûts générée par la superbanque suisse, publiée l'an dernier sur le site *finews.ch*, provenait du président du directoire de Six Group AG lui-même, Urs Rügsegger. L'ex-président du directoire de la Banque cantonale de Saint-Gall a toutefois annoncé le mois dernier sa démission pour la fin de l'année.

Au début des plaidoyers de Sergio Ermotti sur la superbanque suisse, l'an dernier, Credit Suisse défendait encore la même cause. Aujourd'hui, le Tessinois paraît plus isolé et le projet ne semble plus avoir guère de chances de voir le jour. Il reste néanmoins dans les mémoires et stimule les réflexions.

«Les banques privées sont ouvertes à examiner les solutions qui seront offertes. Certaines tâches que toutes les banques effectuent à l'identique pourraient être centralisées. Dès que l'on touche à l'appréciation du risque en revanche, chaque banque doit conserver son autonomie. Il en va de la diversité du paysage bancaire suisse», précise le directeur de l'Association de banques privées suisses, Jan Langlo.

Edouard Cuendet, directeur de la Fondation Genève place financière, adhère lui-même aux objectifs de la superbanque suisse: «Dans un secteur financier globalisé où la concurrence est féroce, il est justifié de réfléchir à des solutions permettant de réaliser des économies d'échelle.»

Philippe Rodrik

## Trente PME prêtes à plonger dans la «tech» israélienne

**En septembre à Tel-Aviv, le forum DLD accueille une importante délégation lémanique. Raisons de ce voyage quasi initiatique**

Événement crucial à l'origine à Munich pour accueillir le gotha des nouvelles technologies sur le chemin du Forum de Davos, le festival DLD a peu à peu essaimé dans le monde. Réunie pour la sixième année à Tel-Aviv les 6 et 7 septembre, sa déclinaison israélienne sera le plus grand rassemblement «tech» du pays. Spécialiste de la formation professionnelle à Genève et fondatrice de la Fondation Nomads, Sabrina Cohen-Dumani y conduira une délégation helvétique. Explications.

**Que vont faire ces patrons au cœur de la «tech» israélienne? Trouver de l'argent?**

Ce n'est pas le but. Ce voyage reste avant tout une expérience, une plongée dans cet écosystème vibrant que représentent Tel-Aviv et ses sociétés innovantes. Nous



**Sabrina Cohen-Dumani**  
Fondatrice de la Fondation Nomads

allons rencontrer des entrepreneurs, des avocats, des financiers spécialisés; ou entendre et accéder aux grands patrons des multinationales de la «tech»: d'Orange à Microsoft en passant par Google.

En 2014, nous étions une poignée à venir avec la **Chambre de commerce genevoise**. Le déclin est venu un an après, en croisant le ministre français de l'Economie, Emmanuel Macron, et 400 patrons de la «French Tech». Il n'y avait pas une boîte suisse.

#### Qui fera partie du voyage?

Nous partons avec une grosse délégation de 70 personnes, dont une trentaine de PME innovantes. Ces dernières ont été sélectionnées par Innovaud, Procter & Gamble, le réseau de «business angels» Investire ou AP Suisse - l'incubateur de l'EPFZ spécialisé dans le spatial. Feront partie du déplacement la conseillère d'Etat vaudoise Jacqueline de Quattro et l'Université de Genève.

**Et vous, pour qui roulez-vous?** Pour personne (rire): nous ne touchons aucune subvention et cette initiative reste purement privée. Nous roulons en réalité pour l'économie lémanique. L'idée est partie de ma fondation, Nomads, créée au départ pour promouvoir le système de formation helvétique à l'étranger. En novembre 2015, j'avais accueilli ici une délégation israélienne. Au fil de mes voyages dans ce pays, je me suis rendu compte qu'en dépit de ses atouts, la Suisse dispose d'un écosystème embryonnaire qui ne favorise pas la prise de risque pour ses PME innovantes. Contrairement à Israël. Ce qui m'a peu à peu convaincu qu'il y avait là-bas une source d'inspiration pour mon pays.

Pierre-Alexandre Sallier

## Les tiroirs-caisses virtuels d'iKentoo reçoivent 5 millions

**Deuxième levée de fonds pour la PME lémanique qui fait basculer les caisses des restaurants sur iPad**

«Si tu veux faire gros, tu dois t'installer aux States», avait conseillé David Marcus, créateur genevois de la société Zong, pour qui il travaillait il y a huit ans à Menlo Park. Ce dernier est devenu le patron de Facebook Messenger.

Serge Sozonoff n'a pas écouté. Il est revenu à Genève. Installée au bord de la route des Jeunes, iKentoo, la PME créée à la fin de 2011 avec son acolyte David Clerc, vient de convaincre une société d'investissement spécialisée dans la santé, l'hôtellerie et le «lifestyle» de lui apporter 5 millions de francs.

Dans la Silicon Valley, le montant ferait sourire. Sauf que iKentoo gagne de l'argent depuis plus d'un an. Et qu'elle continue de tailler des coupures aux dinosaures de la caisse enregistreuse, les Micros, NCR, KSD ou Lectron. L'idée? Proposer aux restaurants de faire basculer leurs caisses sur tablette ou smartphone. iKentoo se charge de gérer le tout, avec Internet. Prix de départ, 119 francs par mois, sans engagement sur la durée. Holy Cow! ou Pouly figurent parmi ses 2600 utilisateurs.

Ensuite tout est possible. Le restaurateur peut gérer sa comptabilité ou ses stocks en temps réel. Pratique pour un festival comme le British Summer Time dont les bars géant 215 caisses. A Genève, le Café des Bains a, lui,

«Cet argent servira à mettre en place d'autres solutions innovantes, notamment dans la gestion des commandes à l'emporter»



**Serge Sozonoff**  
Cofondateur de la PME iKentoo

greffé son application de réservation et de commande.

Une partie de l'argent obtenu par iKentoo servira «à mettre en place d'autres solutions innovantes, notamment dans la gestion des commandes à l'emporter», décrit Serge Sozonoff. Entretemps, il lui faut recruter une équipe à Zurich afin de conquérir le marché alémanique, puis l'Allemagne. Et étoffer le bureau de Paris, porte d'un El Dorado hexagonal aux 95 000 restaurants.

Dans l'immédiat, l'entrepreneur se demande comment il va régler un problème de bureaux, trop exigus pour seize employés. Ou comment il va trouver des «développeurs». A Genève, ces détails tiennent de la gageure. David Marcus avait prévenu. P.-A.S.A.